



ESC Dijon-Bourgogne, 823 945 753 RCS Dijon

29 rue Sambin
BP 50608
21006 DIJON Cedex

MARCHE DE FOURNITURE

BURGUNDY SCHOOL OF BUSINESS

FOURNITURE D'ELECTRICITE

MAPA25-09

4

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Établi par : BURGUNDY SCHOOL OF BUSINESS (BSB)

À Dijon, le 20 août 2025

Pouvoir adjudicateur : BSB, représentée par son
Directeur Général,

Monsieur Stéphan Bourcieu

Lu et Accepté par l'entrepreneur soussigné,

A, le

Table des matières

Article 1 - Dispositions générales du contrat	3
Objet du contrat	3
Mode de dévolution et forme de l'accord-cadre	3
Forme des notifications et informations au titulaire	3
Article 2 - Allotissement	4
Article 3 - Liste des pièces contractuelles	4
Pièces particulières.....	4
Pièces générales	4
Article 4 - Modalités d'émission des bons de commande	5
Article 5 - Forme des prix	5
Caractéristiques des prix pratiqués	5
Certificats d'économie d'énergie (CEE).....	6
Facturation des coûts de distribution et de transport	6
Garantie d'origine (énergie verte).....	7
Mécanisme de capacité.....	7
Article 6 - Modalités de règlement	7
Article 7 - Gestion factures.....	8
Article 8 - Assurances	8
Article 9 - Confidentialité	8
Article 10 - Modalités de résiliation du marché	9
Conditions de résiliation de l'accord-cadre	9
Redressement ou liquidation judiciaire	9
Article 11 - Rattachement / Détachement d'un point de livraison	10
Rattachement d'un point de livraison.....	10
Points de livraison mentionnés dans le dossier de consultation	10
Points de livraison non mentionnés dans le dossier de consultation	10
Détachement d'un point de livraison.....	10
Article 12 - Services associés à la fourniture d'électricité	11
Aide à la gestion	11
Relation clientèle et commerciale de proximité	11
Services d'optimisation énergétique.....	11

PREMIERE PARTIE – DOCUMENTS GENERAUX

Article 1 - Dispositions générales du contrat

Objet du contrat

L'objet de cet accord cadre à bons de commande est la fourniture d'électricité et des prestations de services associés pour les cinq (6) sites de Burgundy School of Business (BSB).

Fourniture et acheminement d'électricité et alimentant les points de livraison référencés au bordereau de prix unitaires ainsi que les éventuels branchements provisoires pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2027.

Pour ce faire, BSB autorise à collecter des données auprès des distributeurs pour ce marché.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Dans l'éventualité d'un ajout ou de retrait de site, d'autres bons de commande pourront le cas échéant être émis pendant la durée de l'accord-cadre.

Le présent C.C.P précise les prestations attendues et les conditions d'exécution de ces prestations.

Caractéristiques des prestations :

Les spécifications des prestations attendues au titre du présent accord-cadre portent sur :

- La fourniture d'énergie électrique pour l'ensemble des points de livraison inclus au BPU ;
- La distribution d'électricité dans le cadre des Contrats Uniques ;
- Le cas échéant, la fourniture d'énergie « verte » avec garantie d'origine de production à partir de source d'origine renouvelable ;
- La mise à disposition d'un outil permettant le suivi des consommations et de la facturation des sites via une interface Web.

Mode de dévolution et forme de l'accord-cadre

La procédure retenue est une procédure adaptée, selon les conditions de l'article L2123 1 du chapitre III du Code de la commande publique.

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande.

Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser la messagerie électronique avec accusés de réception et de lecture qui permet d'attester de la date et l'heure de leur réception.

Article 2 - Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Article 3 - Liste des pièces contractuelles

Pièces particulières

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE)
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
3. Le bordereau de prix unitaires (BPU)
4. Le mémoire technique.

Seuls les exemplaires originaux conservés par BSB font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties.

Le titulaire du marché ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

Pièces générales

- L'Ordonnance n° 2018-1074 et le décret n° 2018-1075 du 26 novembre 2018 relatif au Code de la Commande Publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de de Fournitures Courantes et de Services ;
- Les normes françaises, européennes ou internationales homologuées et de façon générale toute norme relative à l'objet du marché.

Ces documents publics ne sont pas joints mais le titulaire du marché est réputé en avoir pris connaissance.

Article 4 - Modalités d'émission des bons de commande

Pour le démarrage des prestations, un premier bon de commande sera émis par le pouvoir adjudicateur.

Par la suite, le pouvoir adjudicateur émettra des bons de commande permettant une mise à jour du périmètre : notification des retraits ou ajouts de points de livraison.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande, tels que définis ci-dessus, sont les suivantes :

- Les nom et adresse du destinataire des prestations,
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Le montant hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant toutes taxes comprises

Conditions d'entrée en vigueur du présent accord cadre : 1^{er} janvier 2024.

A la date de début d'exécution du présent accord cadre, BSB s'engage sur la base des points de livraison communiqués au bordereau de prix du présent C.C.P.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Article 5 - Forme des prix

Caractéristiques des prix pratiqués

Dans le cadre du présent accord-cadre, le fournisseur remettra une offre tarifaire répondant aux conditions posées, différenciée par tranche horosaisonnaire, via le Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U).

Les prix ne pourront en aucun cas être subordonnés à un engagement de consommation minimale ou maximale sur une quelconque période.

L'offre sera faite avec un prix fixe de la fourniture d'électricité sur les deux ans du contrat. Ils couvrent tous frais accessoires tels que les frais de constitution de dossiers administratifs, documentations et autres.

Les prix, hors T.V.A., sont réputés contenir toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, à la charge du fournisseur, frappant obligatoirement l'exécution des prestations ainsi que toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant les frais, charges, déplacements.

Le MWh comprend notamment les coûts :

- De l'énergie ;
- D'ajustement ;
- De passage frontière ;
- La fonction de Responsable d'Equilibre ;
- Les charges ou redevances actuelles supportées par le titulaire en particulier en tant que fournisseur et responsable d'équilibre sur le territoire français ;
- La rémunération de l'ensemble des prestations prévues au CCP du présent marché.

Ce prix ne comprend pas les coûts de transport et de distribution dus aux gestionnaires de réseau sur le territoire français, ainsi que les taxes et les frais de soutirage physique RTE.

Le mécanisme de capacité et les CEE font par ailleurs l'objet d'un article spécifique dans le présent document.

Certificats d'économie d'énergie (CEE)

Le Titulaire devra indiquer dans le Bordereau de Prix Unitaires le coût d'achat des éventuels certificats d'économie d'énergie qui seront appliqués à chacune des tranches horosaisonnnières de consommation.

En cas d'évolution législatives et/ou réglementaires postérieure à la remise des offres, le candidat sera autorisé à actualiser le prix des CEE.

Facturation des coûts de distribution et de transport

Dans le cas de sites alimentés par le biais d'un Contrat Unique, le Titulaire s'engage conformément aux modalités du présent document à refacturer les coûts liés à l'utilisation des réseaux de distribution sans marge.

Les prix « réglementés » tels que les différentes composantes de l'acheminement, suivent les évolutions tarifaires réglementaires, refacturés à l'euro, l'euro, sans avance ou provision.

Le prix de l'acheminement est donné à titre indicatif sur la base du TURPE en vigueur à la remise de l'offre.

Ce prix évoluera en fonction des évolutions du TURPE avec une refacturation à l'euro près sans surcoût additionnel.

Le fournisseur assure la responsabilité d'équilibre et modulation vis-à-vis du gestionnaire de réseau. Le prix du Kwh intègre cet engagement.

Le fournisseur assure un rôle d'intermédiaire avec l'opérateur de réseau. Le fournisseur est tenu d'assurer la continuité de la fourniture d'électricité conformément aux dispositions du décret n° 2004251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur de l'électricité.

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire est chargé dans les conditions prévues par le contrat GRD-Fournisseur, de la souscription de l'accès au réseau auprès du GRD pour l'ensemble des points de livraison qu'il alimente.

À ce titre, le titulaire s'engage à proposer à BSB la version du TURPE et la ou les puissance(s) optimale(s) pour chaque point de livraison. L'étude permettant de définir la version du TURPE et la ou les puissance(s) optimale(s) à souscrire pour chaque point de livraison.

Dans le cas où un de ces prix réglementé ne serait pas publié dans les temps, les prix de la période précédente seraient appliqués jusqu'à la publication officielle de ceux-ci par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).

Garantie d'origine (énergie verte)

Le fournisseur proposera la possibilité de souscrire à des garanties d'origine en option.

Le fournisseur devra fournir une grille de prix en €/MWh en fonction du type de garantie d'origine proposé. A la notification du marché, BSB choisira si elle souhaite mettre en place ou non des garanties d'origine, ainsi que le pourcentage.

Mécanisme de capacité

Le fournisseur devra indiquer dans le Bordereau de Prix Unitaires le coefficient de capacité qui sera appliqué à chacune des tranches horosaisonniers de consommation.

Pour chaque point de livraison, le BPU prévoit d'ajouter au prix de fourniture les surcoûts liés au mécanisme de capacité selon la formule suivante :

$$\text{CoeffCapacité} * \text{CoeffSécurité} * \text{PrixCapacité}$$

Où

CoeffCapacité : désigne le coefficient de capacité exprimé en kW/MWh, déterminé par poste horosaisonnier.

CoeffSécurité : désigne le coefficient de 0,98 actuellement en vigueur.

PrixCapacité : désigne le prix de la capacité exprimé en €/kW pour l'année de livraison et correspond à la moyenne arithmétique de toutes les enchères organisées sur les plates-formes d'échanges pour l'année de livraison N, entre la signature du présent marché et le 1er janvier de l'année N.

Article 6 - Modalités de règlement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement établies conformément au présent contrat.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

Article 7 - Gestion factures

Les factures doivent correspondre aux prestations réellement exécutées à la date de leur établissement.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des prestations exécutées ;
- La date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse mail suivante :

service.comptabilite@bsb-education.com

Article 8 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 9 - Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 5.1 CCAG-FCS, le titulaire et son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas, ni être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation du marché, ni transmis à des tiers et devront être restitués à BSB à sa demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement BSB par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature du marché, et de toutes les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 10 - Modalités de résiliation du marché

Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions du CCAG-FCS sont seules applicables étant précisé que dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG FCS et par dérogation à cet article, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au titulaire.

Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

DEUXIEME PARTIE – CONDITIONS TECHNIQUES

Article 11 - Rattachement / Détachement d'un point de livraison

Rattachement d'un point de livraison

En cours d'exécution du marché, les points de livraison sont rattachés conformément aux dispositions du présent CCP.

Son rattachement s'opère selon les modalités détaillées ci-dessous et selon la méthodologie exposée par le Titulaire du marché dans son cadre de réponse technique.

Le Titulaire s'engage à intégrer, aux conditions du marché, tout point de livraison qui viendra s'ajouter à la liste des points de livraison transmise au BPU du marché

Points de livraison mentionnés dans le dossier de consultation

La notification du marché vaut ordre de service valant bon de commande de rattachement de tous les points de livraison.

Points de livraison non mentionnés dans le dossier de consultation

En cours d'exécution du marché, à la demande du pouvoir adjudicateur des points de livraison, non mentionnés dans le dossier de consultation, peuvent faire l'objet d'un rattachement. A titre indicatif, ce rattachement peut survenir à la faveur de la mise en service d'un nouveau site.

Pour l'ensemble de ces points de livraison nouvellement intégrés dans le périmètre du marché, la bascule intervient à la date demandée par BSB, dans le respect du délai fixé et indiqué par la Titulaire dans son cadre de réponse technique.

Détachement d'un point de livraison

Le Titulaire s'engage à accepter le retrait du périmètre du marché de tout point de livraison, et ce sans contrepartie financière dans les cas suivants :

- Le transfert de bâtiments (vente ou cessation) à une autre entité ;
- La suppression d'un point de livraison en raison de l'absence de consommation ;
- L'identification d'un point de livraison intégré par erreur dans la liste des points de livraison prévue au marché ;
- Démolition du bâtiment ;
- La suppression ou la résiliation de points de livraison liée à la disparition d'un besoin de fourniture d'électricité ;
- Le point de livraison ne présente plus les caractéristiques du marché à la suite d'une augmentation du niveau de puissance.

Le détachement d'un point de livraison est formalisé par une demande officielle par mail ou via l'espace client.

Dans tous les cas, le Titulaire ne peut prétendre à des indemnités et ne facture alors que jusqu'à la date de détachement effective.

Le Titulaire ne peut opérer un détachement des points de livraison sans la demande expresse du pouvoir adjudicateur.

Article 12 - Services associés à la fourniture d'électricité

Aide à la gestion

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de mettre à la disposition de BSB un compte par accès Internet dédié et sécurisé, afin d'accéder aux informations relatives aux données :

- Contrats, factures, etc.
- Historique des consommations en kWh,
- Alertes paramétrables en cas de dérive de consommations.

En complément de cet espace client, le fournisseur pourra proposer un service de transmission automatique des données de consommation et de facturation pour un envoi mensuel par mail d'un tableur reprenant l'ensemble des données des factures pour l'ensemble des points de livraison.

Le fournisseur fournira les éléments permettant de juger des possibilités offertes par ces services : documentation technique / captures d'écran, modèle de fichier, etc.

Relation clientèle et commerciale de proximité

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu d'assurer une relation client permanente. A ce titre, il aura décrit dans son offre la relation clientèle assurée par des interlocuteurs identifiés.

Des interlocuteurs dédiés, pour toutes questions techniques et réglementaires, avec récapitulatif des coordonnées pour chacun :

- Nom,
- Adresse,
- Numéro de téléphone – ligne directe,
- E-mail
- Plage horaire de disponibilité,
- Coordonnées d'interlocuteurs en cas d'absence.

Un interlocuteur unique devra être désigné par le titulaire pour assurer sa représentation commerciale. Il devra être salarié de la société titulaire et être joignable aux heures ouvrables. La société devra procéder à son remplacement en cas de congé.

Services d'optimisation énergétique

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une expertise de maîtrise de la demande d'énergie pour les points de consommation les plus énergivores afin d'identifier les principales pistes d'économies d'énergie et préconiser les solutions les plus pertinentes, dans un souci de performance économique du marché.

Les modalités de mise en œuvre de cette expertise sont explicitées de façon détaillée dans le cadre de mémoire technique du Titulaire.

Le Titulaire présente l'avancement de la prestation lors de points d'étapes réguliers, selon un calendrier arrêté d'un commun accord.

A chaque point d'étape, un document de synthèse est remis à BSB.